



SYNDICATS DES FINANCES PUBLIQUES DES HAUTES PYRENEES.

**A LA DDFIP DES HAUTES PYRENEES
COMME DANS TOUTE LA FONCTION PUBLIQUE :**

TOUTES ET TOUS EN GREVE LE 22 MARS 2 018.

Notre pouvoir d'achat ne cesse de reculer : le jour de carence, la CSG augmentée mais très partiellement compensée, et de nouveau le gel du point d'indice.

Nos débouchés fonctionnels s'obstruent, et nos déroulements de carrière se réduisent.

Les règles de gestion, le recrutement, les promotions internes sont passés au même tamis destructeur.

Nos missions sacrifiées à très court terme.

- Avec la réforme de la fiscalité locale, c'est peut-être la disparition de la mission foncière.
- Avec la fin annoncée de la TH, couplée avec le PAS et l'obligation totale de télé-déclarer : c'est la gestion fiscale des particuliers et les SIP sont en première ligne.
- L'absorption de la mission cadastrale par l'IGN est tout sauf un mirage.
- La mission contrôle fiscal, notamment dans les directions départementales, se détériore et l'avenir des BDV ou ICE est en grand danger.
- La mission informatique, déjà gangrenée par l'intervention du privé pourrait subir une mutualisation inter-ministérielle..
- Le risque d'une prise en main des Préfets sur les missions, leurs conditions d'exercice, les implantations, l'organisation
- structurelle et la gestion des personnels est réel.
- La mission RH disparaîtra dans notre département comme dans beaucoup d'autres dès 2 019.
- Enfin, le maillage et la présence territoriale de la DGFIP sont en perpétuelle réduction.

CAP 2022 : privatisation, contrats de droit privés, destructions d'emplois, individualisation et rémunération au mérite et FIN du Statut.

Avec CAP 2022, le gouvernement ne cache pas son jeu, **il s'agit de faire avec les services publics et le statut ce qu'il a fait par ordonnances avec le code du travail : une œuvre de DESTRUCTION à grande échelle !**

Si le statut des cheminots est livré en pâture, c'est aussi le statut général qui est à bannir pour ce gouvernement.

A la DGFIP ce sont entre 16 et 18 000 emplois qui pourraient être détruits d'ici 2022 !

Aujourd'hui, plus personne ne garantit la pérennité des missions. Le comité CAP22 envisage notamment :

- la création d'agences comptables dans les collectivités dites importantes,
- la fusion des SFACT et des CSP, autrement dit à la fin de la séparation de l'ordonnateur et du comptable,
- la généralisation des SFACT dans la sphère territoriale,
- la centralisation du recouvrement tant de l'impôt que des cotisations sociales par un seul opérateur qui pourrait être l'URSSAF.

Avec l'annonce de plans de départs volontaires, il s'agit ni plus ni moins que d'instituer une mobilité forcée et d'organiser plan social à l'échelle de la fonction publique.

Sans oublier que dès 2 019, le gouvernement programme la fin de la retraite par répartition avec l'instauration d'un système par points où le niveau de la retraite jouera le rôle de variable d'ajustement. **C'est la fin du CODE DES PENSIONS !**

AGENTS DES FINANCES PUBLIQUES : TOUTES et TOUS à la MANIFESTATION

JEUDI 22 MARS à 10 h 00 PLACE DE VERDUN à TARBES

A 11 h 30 à la bourse du travail (amphithéâtre) Forum ouvert à tous les salariés :

LE SERVICE PUBLIC notre bien commun : APRES le 22 MARS COMMENT LE DEFENDRE.



Appel de toutes les organisations syndicales des Hautes Pyrénées.

**POUR LES SERVICES PUBLICS. POUR LA FONCTION PUBLIQUE !
TOUTES et TOUS MOBILISES.**

TOUTES et TOUS en GREVE et en MANIFESTATION le 22 MARS !

Les services publics sont facteurs de cohésion sociale et garants des solidarités. Le service public c'est « le patrimoine » de ceux qui n'en ont pas !

Ecole, Hôpital, sécurité, services sociaux, municipaux, ferroviaire.....La Fonction Publique et les services publics en général contribuent chaque jour à la construction d'une société solidaire !

Le 10 octobre 2017 des milliers d'agents publics étaient en grève et en manifestations dans le pays pour demander des moyens suffisants afin d'exercer leurs missions, exiger l'abandon du jour de carence, une revalorisation du point d'indice, une véritable reconnaissance des qualifications et le maintien du code des pensions.

Le gouvernement répond aujourd'hui par la stratégie du choc. Avec la mission CAP 2022, c'est une stratégie d'attaques tous azimuts qu'il développe.

Attaques contre les missions, austérité imposée à l'hôpital public, démantèlement du service public ferroviaire, EHPAD institutionnalisant la maltraitance faute de moyens, fermeture de centre des finances, fermetures de classes, suppression d'emplois dans l'enseignement professionnel, privatisation de l'apprentissage et de la formation en alternance.....

AVANT DE METTRE à SAC LA RETRAITE PAR REPARTITION et le code des pensions en 2019.

➤ **Le gouvernement programme la casse des missions** : abandon de missions, transfert au privé, restructurations, 120 000 destructions d'emplois et mobilités forcées : **NOUS REPONDONS NON !**

➤ **Le gouvernement programme la casse des solidarités et l'individualisation à tous les niveaux** qui laissera les plus précaires et les plus démunis sur le bord de la route : **NOUS REPONDONS NON !**

➤ **Le gouvernement veut casser le statut des cheminots avant de s'attaquer au statut général des fonctionnaires** : contrats de droit privé, rémunération au mérite et à l'accompagnement des restructurations, plans de départs forcés (le volontariat est un leurre) pour ceux qui ne s'adapteraient pas, dégradation des conditions de travail : **NOUS REPONDONS NON !**

NOUS REPONDONS OUI :

- ◆ **POUR une fonction publique au service de l'intérêt général**, pour un traitement égal des usagers.
- ◆ **POUR le renforcement des services publics** et le développement de nouveaux services (petite enfance, perte d'autonomie, transition écologique....)
- ◆ **POUR les solidarités et la cohésion sociale**
- ◆ **POUR le renforcement du statut** et la titularisation des contrats précaires dans la fonction publique
- ◆ **POUR l'abandon du jour de carence**, la revalorisation du point d'indice et la reconnaissance des qualifications
- ◆ **POUR le recrutement d'agents publics à la hauteur des besoins** (hôpital, éducation, services financiers de contrôle, sécurité, pénitentiaire, justice etc....).

**USAGERS, FONCTIONNAIRES, TOUTES et TOUS à la MANIFESTATION
JEUDI 22 MARS 10 h 00 PLACE DE VERDUN à TARBES**

**A 11 h 30 à la bourse du travail (amphithéâtre) Forum ouvert à tous les salariés :
LE SERVICE PUBLIC notre bien commun : APRES le 22 MARS COMMENT LE DEFENDRE.**